

PUBLICATIONS  
AFRO-ASIATIQUES

(58)

**Vers l'unité des forces  
combattantes  
de l'Angola**

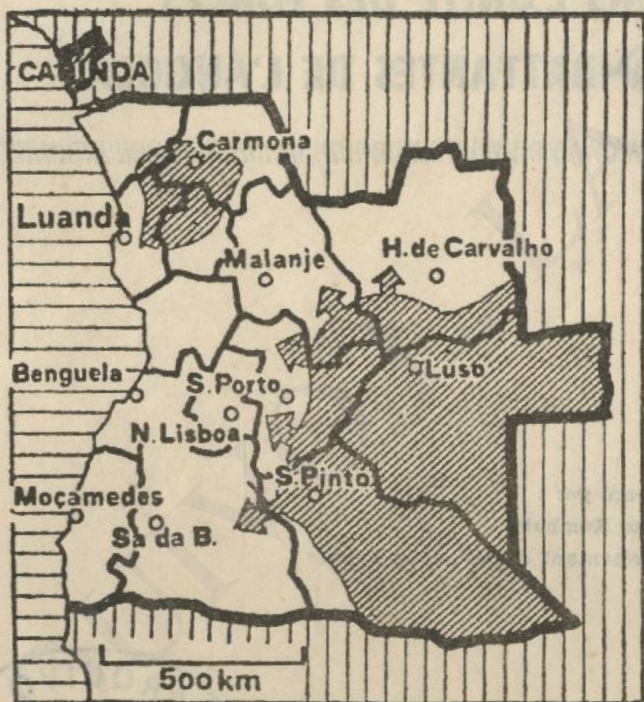
Juin 1974

# **VERS L'UNITE DES FORCES COMBATTANTES DE L'ANGOLA**

Préparé par :  
**Victor Kambuta**  
Représentant du MPLA en Egypte



Publié par :  
**le Secrétariat Permanent de l'Organisation  
de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques**  
Juin 1974



Carte de l'Angola



**DANS L'UNITE, NOUS APPRENDONS A VIVRE ENSEMBLE,  
A COMBATTRE ENSEMBLE, A PENSER ENSEMBLE SUR  
L'AVENIR DE NOTRE PAYS CHERI ET PLANIFIER ENSEMBLE  
L'ORGANISATION FUTURE DE NOTRE VIE POLITIQUE,  
ECONOMIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE.**

— AGOSTINHO NETO

## PREFACE

Cette petite brochure ne prétend pas couvrir tous les éléments susceptibles de donner au lecteur une image complète de ce que fut la résistance du peuple angolais contre les colonialistes portugais et leur injuste occupation.

Je sais que tous les lecteurs en lisant cette brochure s'intéressent à mieux savoir et à mieux comprendre le fond de la situation ou encore la résistance de notre Peuple contre les forces étrangères depuis l'esclavage qui se transforma en colonialisme.

On se demande toujours et on me pose aussi cette question : — « Pourquoi les Angolais n'arrivent-ils pas à s'UNIR, pour mieux combattre les colonialistes portugais ? »

Je comprends qu'il y a des personnes qui posent cette question dans l'intérêt d'avoir plus d'informations autour de ce problème. D'autres qui le font, car ils n'ont jamais combattu, n'ont jamais connu une révolution et plus encore une révolution armée et ses conséquences et ils ont nécessairement besoin d'informations.

Certains pays indépendants traversent la même situation que les mouvements de libération divisés, soit dans le sens régional ou tribal qui, parfois, engendrent une guerre fratricide. C'est le résultat de l'impérialisme international. Ce même impérialisme par ses intérêts dans notre pays fait tout pour nous diviser afin d'affaiblir notre lutte de libération. Dans ce but, il n'épargne jamais les mouvements de libération qui luttent contre ses intérêts qui sont sous le couvert du Colonialisme, le Néo-Colonialisme, le Racisme et le Sionisme.

C'est pourquoi, je m'empresse de faire paraître cette petite brochure dans le but de faire comprendre à l'opinion publique internationale et africaine, les efforts déployés par le Peuple Angolais sous la direction du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.), pour l'unification de nos forces contre l'ennemi, le colonialisme portugais.

Je signale aussi les efforts de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) pour atteindre ce même but.

Mon intention n'est pas de vous décrire l'histoire de l'Angola, mais d'être réaliste. Je ne veux même pas faire ici de la propagande, mais de vous faire connaître les étapes de notre lutte et de vous donner des preuves concrètes des efforts du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) pour l'unification des forces combattantes de notre Pays.

V. Kombuta

La résistance actuelle de notre peuple contre l'occupation portugaise n'est pas le commencement, car ce n'est pas la première fois que notre peuple se révolte contre la discrimination coloniale portugaise. La résistance dure depuis que les Portugais ont accosté sur la côte africaine. Notre peuple a déterminé la bataille contre eux, lorsque l'occupation coloniale a eu recours à la répression militaire pour le forcer à se soumettre à son autorité.

Il y a de nombreux exemples de la résistance du peuple angolais dirigée par ses chefs contre l'occupation étrangère de notre pays.

Je veux citer ici un de ces magnifiques exemples de résistance comme celui de la célèbre reine Jinga, entre autres : qui avait été envoyée par son peuple à Luanda comme ambassadrice, pour négocier et signer des accords de paix.

Après la signature des accords de paix en 1621, la reine Jinga profita de cette accalmie pour mobiliser le peuple et former des fronts de combat contre les Portugais. Elle a même réussi à conclure un accord avec les Hollandais contre les Portugais. Malheureusement, après tant de combats contre les colonialistes portugais, la reine Jinga fut vaincue.

A cette époque, le peuple n'était pas uni mais divisé en groupes, tribus, etc... De cette manière, les Por-

tugais ont profité de soulever ces groupes les uns contre les autres jusqu'à ce qu'ils eurent réussi à affaiblir la force de combat.

C'est seulement au commencement du vingtième siècle que les Portugais réussirent à dominer complètement et militairement le pays. De toute façon, la résistance n'est pas terminée, elle a simplement pris de nouvelles formes spécialement dans les villes où la population est plus en contact avec les colons, souffrant plus directement de la discrimination raciale et de l'exploitation économique. De cette immense injustice coloniale, sont nés plusieurs mouvements nationalistes.

Il faut mentionner ici quelques associations comme par exemple : "Découvrons l'Angola" qui a débuté à Luanda, "Centre d'Etudes Africaines" qui a été fondé à Lisbonne et d'autres groupes qui ont utilisé la littérature, la musique et d'autres formes de culture populaire ayant produit une grande influence parmi la population.

La plupart des mouvements opèrent à Luanda, la capitale; les plus importants d'entre eux, le Mouvement de l'Indépendance Nationale de l'Angola "MINA" et le Parti de la Lutte Unie en Angola «PLUA» donnèrent naissance au Mouvement Populaire de Libération de l'Angola le 10 décembre 1956.

En même temps que la pression portugaise devenait de plus en plus agressive et que le peuple angolais se hâtait de créer des mouvements et des associations, plusieurs personnalités angolaises se réfugièrent dans les pays voisins, comme la Zambie et le Zaïre.

Profitant de la présence des réfugiés angolais au Congo (actuellement Zaïre), certains éléments qui se trouvèrent dans ce pays, formèrent une organisation appelée l'Union des Populations du Nord de l'Angola "UPNA".

Cette organisation "Union des Populations du Nord de l'Angola ("UPNA"), offrait de l'aide aux réfugiés venant de l'Angola, en tant qu'organisation mutuelle régionale parce qu'elle se préoccupait seulement de l'aide aux Angolais venant du Nord. D'autres régions n'avaient pas accès au Congo (Zaïre). C'est seulement en 1957 que l'Union des populations du Nord de l'Angola (UPNA) fut changée en Union des Populations de l'Angola "U.P.A.".

Le développement des activités politiques au Nord de l'Angola qui fait frontière avec le Congo (Zaïre) allait traverser des étapes critiques dues en grande partie aux groupes fantoches, collaborateurs des impérialistes qui empêchèrent le peuple angolais de lutter uni contre le colonialisme. Une guerre fratricide éclata au long de la frontière provoquée par le régionalisme.

Plusieurs mouvements politiques angolais ont été créés au Congo (actuellement Zaïre) comme M.I.A. — NTOBAKO — NGUIZALO — M.L.E.C. U.D.A. P.D.A. — M.D.I.A. et U.N.T.A. pour les travailleurs angolais.

En Angola, la période entre 1950 et 1960 fut une période d'agitation politique, juste au moment où les colonialistes firent venir un lot de population blanche du Portugal avec l'intention d'augmenter ses forces de combat contre la résistance angolaise. La Police internationale pour la Défense de l'Etat (PIDE) est devenue très



active et les prisons ont été vite remplies. Ce fut en juin 1960 que la police arrêta le Dr. Agostinho NETO.

L'arrestation du militant Agostinho Neto souleva des manifestations sur une vaste échelle parmi la population d'Icolo et de Bengo, son village natal. Mais elles furent brutalement réprimées par les colonialistes provoquant la mort de 30 personnes. Deux cents autres furent blessées.

A Luanda, lorsque la répression est arrivée à ses fins plusieurs membres du M.P.L.A. décidèrent d'attaquer la prison et les postes de police pour libérer leurs camarades.

Le 4 février 1961, les militants du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) avaient attaqué d'abord une patrouille et saisi quelques armes, puis étant armés, ils décidèrent d'attaquer la prison et ses gardiens. L'opération ne fut pas tellement fructueuse, mais elle aida le peuple à comprendre le besoin impératif de la lutte et les Portugais durent faire face à une situation inattendue.

Comme les colonialistes portugais appliquaient des méthodes fascistes de répression, la situation devint insupportable et les dirigeants du M.P.L.A. ont été tous obligés de rejoindre leurs camarades qui étaient à l'extérieur dans les pays limitrophes de l'Angola, notamment le Congo, actuellement Zaïre, qui était devenu à ce moment indépendant.

La situation et les conflits politiques du Congo ne permirent pas au MPLA de venir en aide aux militants

qui avaient déclenché la lutte à Luanda, et ils n'eurent aucune possibilité de les ravitailler.

Le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola "MPLA" qui a été fondé à la suite d'une fusion de plusieurs mouvements en Angola, en partant de ce principe, a déployé tous ses efforts pour l'unification de tous les mouvements de libération qui se trouvaient au Congo (Zaire.)

En janvier 1960 à Tunis à la Conférence de tous les peuples Africains, le M.P.L.A. et l'U.P.A., ont signé un accord en faveur de l'unité des mouvements de libération de l'Angola.

En mai 1960, un front commun des Partis politiques Angolais (FCPPA) groupant MPLA-UPA et PDA, prit naissance. Ce front fut l'objet d'une opposition systématique de certains groupes angolais qui l'ont mis en échec. Le 5 novembre 1960, le MPLA renouvela encore son appel pour l'unification des forces patriotiques et la création d'un front commun.

Le 18 avril 1961, le MPLA assista à la conférence constitutionnelle de la CONCP, qui groupait les partis de : GOA-GUINEE BISSAU et CAP-VERT-ANGOLA et MOZAMBIQUE.

En avril 1961, deux représentants de l'UPA et PDA, ont eu des discussions avec deux Représentants du MPLA concernant la création d'un front de libération de l'Angola ; un accord fut conclu, mais il fallait qu'il fût ratifié par les Présidents de l'UPA et du MPLA à la conférence des Chefs d'Etat Africains à Monrovia.

Au mois de mai 1961, par des propositions concrètes du MPLA, un accord de principe pour un front de Libération de l'Angola (FLA) fut signé. Mais peu après, il fut saboté.

Le 23 juin 1961 le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola MPLA, a lancé encore un appel pour solliciter l'unification des forces nationales. Cet appel ne reçut aucune réponse.

Le 5 décembre 1961, les jeunesses du MPLA, d'Aliazzo et de l'UPAY ont formé une organisation commune : Rassemblement Démocratique de la Jeunesse Angolaise (RDJA). Une fois de plus, cette tentative d'unification n'eut pas de succès, ce qui causa la rupture de l'organisation.

En janvier 1962 à New York, les délégations de l'UPA et du MPLA, conduites par leurs Présidents, se sont rendues aux Nations Unies. Le groupe africain s'est réuni pour chercher un moyen d'entente entre les deux organisations. Le MPLA avait présenté un mémorandum sur la situation en Angola.

Le 27 mars 1962, UPA et PDA ont formé ensemble un front dénommé FNLA ; Front National de Libération de l'Angola, sans la participation du MPLA.

Le 5 avril 1962, les leaders du Front ont annoncé la formation d'un gouvernement de l'Angola en exil "GRAE."

Le 3 mai 1962, le gouvernement congolais, par l'intermédiaire de M. Kamitatu, Ministre de l'Intérieur à

l'époque convoqua une réunion de tous les mouvements politiques à Léopoldville (Kinshasa), en vue d'atteindre une nouvelle base pour l'unité et le 10 mai 1962, le MPLA avait proposé la création d'un front d'Unité Nationale (FUNA). Malgré tout, ces efforts n'aboutirent à aucun résultat.

Le 6 juin 1962, pendant une réunion des Mouvements de Libération à Accra, le MPLA, UPA et PDA ont signé en présence du Président Kwame Nkrumah, un document devant servir de plate-forme à une alliance militaire et à la création d'un Commandement Unifié. Le Président du Ghana avait même proposé son point de vue, pour aboutir à l'unité des forces combattantes angolaises.

Le 25 janvier 1962, le Comité Exécutif du MPLA avait envoyé une lettre au FNLA proposant une rencontre fraternelle en présence des délégués du Congo-Leopoldville (Zaire), du Maroc et de l'Algérie, pour étudier une autre formule commune.

Le 5 août 1962, les délégations du MPLA et du FNLA se rencontrèrent pour discuter de l'Unité, à la lumière de la proposition du Ghana.

Le 29 juin 1963, le Premier Ministre du Congo (Zaire) Cyrille Adoula reconnut le gouvernement angolais en exil (GRAE).

En juillet 1963, la Commission de l'OUA arriva à Leopoldville (Kinshasa) pour réconcilier le MPLA et le FNLA. Sous la pression d'Adoula qui se basait sur une analyse superficielle du problème, elle recommanda à tous les Chefs d'Etat Africains de reconnaître le GRAE.

En juillet 1963, fut déclenchée une vaste campagne contre le MPLA. Tous les bureaux du MPLA et les dispensaires ont été fermés, sur l'ordre du Premier Ministre Adoula. Le MPLA fut interdit à Kinshasa et ainsi, le Président Neto et plusieurs militants trouvèrent refuge au Congo-Brazzaville. De nombreux militants du MPLA furent emprisonnés.

Les difficultés de l'unification des forces combattantes angolaises, sont la cause des grands retards dans la lutte du Peuple de l'Angola, surtout lorsque le MPLA fut empêché de ravitailler ses guérilleros, après l'interdiction qui lui a été imposée de ne plus transiter sur le sol zairois.

Le coup d'état qui porta au pouvoir Massamba-Debat à Brazzaville, renforça la capacité combative du MPLA et en janvier 1964, le MPLA a ouvert un deuxième front à Cabinda.

Le 8 mars 1964, le Président du MPLA envoya une lettre au Vice-Président du FNLA, soumettant des propositions pour l'unité. En juillet 1964, la Conférence des Chefs d'Etat de l'OUA bien informée sur le problème Angolais décida la création d'un Comité Tripartite pour passer en revue la situation de la lutte angolaise.

En vertu d'une décision prise par la première session de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement réunie au Caire en juillet 1964, une Commission Tripartite composée du Ghana, du Congo-Brazzaville et de la République Arabe Unie, fut établie. Elle avait pour mis-

sion de rechercher les moyens d'aboutir à une entente, coopération ou unité, entre les divers mouvements de libération en Angola. En d'autres termes, il incombait à la Commission de réaliser la conciliation, surtout entre le MPLA et le GRAE, en vue de constituer un front unifié soit politique, soit militaire.

Entre septembre 1964 et octobre 1966, le MPLA a assisté à cinq réunions du Comité Tripartite.

## **RECONNAISSANCE DU M.P.L.A. PAR L'O.U.A.**

La Commission s'est rendue à Brazzaville où elle a eu l'occasion de visiter les bureaux du MPLA et elle s'est rendue compte de l'activité et de l'organisation administrative du Mouvement.

De Brazzaville, la Commission a jugé utile de se rendre à la frontière entre le Congo-Brazzaville et Cabinda, pour visiter les bases militaires et les centres d'entraînement. Elle a visité une des bases les plus proches de la frontière.

La commission a été invitée, entre autres, à visiter des bases plus éloignées à l'intérieur de Cabinda. Convaincue du sérieux des activités du MPLA, la commission n'a pas jugé nécessaire d'aller plus loin, malgré l'insistance des maquisards du MPLA.

Le Comité de Coordination pour la libération de l'Afrique, réuni en session extraordinaire à Dar-es-Salaam, du 24 au 25 novembre 1964, ayant étudié le Rapport du Comité des trois (Ghana, Congo Brazzaville et la République Arabe Unie) et rappelant que le comité de coordination pour la libération de l'Afrique, avait le mandat impérieux d'aider les mouvements en lutte pour la libération inconditionnelle de tous les territoires africains encore sous la domination étrangère.

Décide en vue de renforcer la lutte de libération en Angola, d'apporter, entretemps, outre l'assistance accor-

dée au GRAE, une aide technique et matérielle au Front de lutte ouvert par le MPLA dans l'Enclave de Cabinda en Angola.

En 1965, le gouvernement zambien a accepté l'ouverture de la Représentation du MPLA en Zambie. En 1966, le MPLA a ouvert un troisième front de combat à l'est de l'Angola qui fait frontière avec la Zambie.

En octobre 1966, les délégations du MPLA et du FNLA, se réunirent au Caire en présence du Comité des trois de l'OUA. Ils signèrent un accord de principe le 14 du même mois. Malheureusement cet accord ne fut jamais mis en pratique.

Une réalité fondamentale, le contrôle et l'extension des régions libérées en Angola, sous l'exclusive direction du MPLA s'est imposée aux yeux de la commission militaire de l'OUA qui s'était rendue dans une zone de la troisième Région militaire, en mars 1969.

Dans la conclusion de son rapport, la Commission a affirmé sans ambages que le MPLA était *la seule force combattant effectivement en Angola.*

Le Huitième Sommet des Chefs d'Etat de l'Organisation de l'Unité Africaine (en mai 1971), a retiré sa reconnaissance au gouvernement révolutionnaire angolais en exil (GRAE) "Le Comité avait également estimé que le retrait d'une telle reconnaissance était susceptible d'encourager la réconciliation entre les deux mouvements."

Actuellement, les six fronts politico-militaires dirigés par le MPLA, comportent neuf des seize districts





Les représentants du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) et du gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil (GRAE) signant l'accord de coopération intervenu entre les deux organisations nationalistes angolaises.

Rappelons que cet accord de coopération a été signé au Caire sous l'égide d'un sous-comité de l'OUA, à l'issue de quatre jours de pourparlers.

qui composent l'Angola, soit une superficie de cinq cent mille kilomètres carrés, où vit une population d'un million d'habitants.

Ainsi le M.P.L.A. contrôle un tiers de l'Angola. Dans les zones libérées il y a des écoles pour l'enseignement des enfants, des dispensaires dans chaque région et village pour venir en aide et soigner les malades et de même un centre d'instruction révolutionnaire pour donner des cours politico-militaires et former nos cadres idéologiquement.

Pour la consolidation des zones libérées, le M.P.L.A. est en train d'organiser une vie nouvelle en établissant l'embryon d'un pouvoir populaire. Il y a des Comités d'Action de village, de secteurs, de zones et un Conseil Populaire au niveau de chaque région.

L'Union Nationale des Travailleurs Angolais "UNTA" et l'Organisation des Femmes Angolaises "OMA", développent la résistance économique en collaboration avec l'organisation des paysans dans les comités de production et de développement de l'agriculture, afin d'assurer à la population les biens de consommation courants.

**MESSAGE DE NOTRE PRESIDENT  
CAMARADE AGOSTINHO NETO, AU PEUPLE  
ANGOLAIS**

Compatriotes,  
Camarades,

Sans courir le risque de tomber dans l'exagération facile, le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola, peut affirmer avec satisfaction et optimisme que le Peuple angolais continue à accumuler des victoires qui rapprochent chaque jour davantage l'indépendance tant attendue de notre chère Patrie.

Une preuve de la vitalité de notre organisation qui ne cesse de grandir et de se transformer est le fait que les colonialistes portugais, bien équipés, techniquement et militairement, n'aient pas pu, au bout de onze années de lutte, liquider les différents fronts de combat militaires, ni briser la résistance du peuple qui se trouve dans les régions sous son contrôle. Mais le plus important est que l'ennemi, attaqué de partout, trouve satisfaisant de pouvoir contenir pendant quelque temps la progression de la guérilla en certaines régions, et de ne pas avoir, pour le moment, de perturbations inquiétantes dans les régions urbaines.

Cependant, l'ennemi a dû apprendre la leçon du Cunene, région vers laquelle il se vit obligé d'envoyer des forces considérables afin d'y étouffer la révolte du peu-

ple. Ce phénomène se renouvellera pour noyer les faibles espoirs des colonialistes dans la réalité de notre pays.

La coexistence facile qui prévaut encore entre l'ennemi qui tient encore le fouet en main, et une partie du peuple qui se tait par la terreur, ne pourra pas durer longtemps. Et les plus intelligents parmi les colonialistes le savent bien.

**L'ennemi colonialiste est isolé et le prestige du MPLA est énorme.**

Tout comme sur le plan intérieur, le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola a su consolider sa position sur le plan international, si bien que le gouvernement portugais plie sous le poids des humiliations de toutes sortes que lui infligent ses anciens amis.

Pour ne citer que certains faits, des plus récents, je parlerai de l'attitude honorable du Danemark qui va aider le MPLA à construire un Institut d'Enseignement Secondaire, et réaliser des projets pour l'assistance médicale et le développement de la production.

Une haute personnalité politique de Hollande, parmi d'autres, a décliné l'invitation portugaise de visiter l'Angola, car elle ne reconnaît pas au gouvernement fasciste de Lisbonne, le droit de lancer de telles invitations. Et il est très probable que cette même personnalité accepte une invitation du MPLA pour visiter une des zones sous notre contrôle, ainsi que l'on fait tant d'autres étrangers. Les anciens amis du gouvernement fasciste portugais réalisent de plus en plus de quel côté se trouvent la raison et le droit.

Pour la plupart des pays du monde, pour la plupart des peuples de tous les continents, le gouvernement portugais ne représente plus, ne peut représenter le peuple angolais, ne peut se présenter comme faisant partie de ce peuple encore opprimé en un pourcentage appréciable sur notre territoire national. Le seul vrai représentant de notre peuple, du Peuple angolais, celui qui personnifie ses aspirations et défend ses intérêts les plus justes est le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola.

Cette vérité historique commence à se traduire en termes juridiques à tel point que, quelle que soit l'interprétation à donner à la forme adoptée pendant la réunion du Conseil de Sécurité tenue à Addis Abéba, le monde entier a suivi avec attention les déclarations du délégué du MPLA qui a exposé notre problème devant cette haute instance internationale. Les organismes spécialisés de l'Organisation des Nations Unies rejettent chaque fois la représentation portugaise des peuples angolais ou d'autres colonies. L'UNESCO nous aide pour l'éducation. L'Organisation Mondiale de la Santé nous aide pour l'assistance médicale. La FAO nous aide à minimiser les conséquences de l'utilisation criminelle des défoliants et des herbicides.

Les pays membres de l'OTAN reconnaissent, chaque fois plus ouvertement le droit de notre Peuple et l'autorité du MPLA, seul organe qu'ils recherchent lorsqu'il s'agit des problèmes angolais.

En ce moment, le gouvernement portugais réussit encore à obtenir quelques capitaux étrangers pour la réalisation hâtive de ses plans de développement économique, avec lesquels il essaie de fermer les yeux du monde. Ce-

pendant les cinq siècles de colonisation, d'obscurantisme et d'oppression, ne permettent à personne de se faire des illusions sur les intentions portugaises. C'est pourquoi, face à la résistance héroïque de notre peuple, personne ne peut douter de l'incapacité du Portugal à maintenir sa domination actuelle. C'est pourquoi certains parmi les intéressés dans l'investissement de capitaux en Angola, viennent déjà contacter le MPLA, afin de s'assurer d'une collaboration future, conformément aux décisions de notre peuple en cette matière et selon ce qui est statué dans notre Programme.

**Nous avons des conditions pour développer l'action révolutionnaire.**

Que l'Indépendance politique est inévitable ; que le Peuple angolais ne pourra s'exprimer qu'à travers son vrai représentant — le MPLA —, cela n'échappe à personne.

Camarades et compatriotes, nous avons ainsi de solides bases à l'extérieur et à l'intérieur pour un progrès continu de notre lutte de libération. Nous avons des bases pour poursuivre notre action, pour réaliser les tâches révolutionnaires qui s'imposent et qui se résument en deux vastes chapitres, à savoir : le combat sans trêve contre le colonialisme, et la reconstruction nationale dans les domaines politique, économique, social et culturel.

Notre ennemi n'est plus capable de dissimuler les énormes pertes qu'il subit lorsque ses casernes sont attaquées comme ce fut le cas, par exemple, à CHIUME et à LUMBALA, dans le district de MOXICO. Il ne peut plus cacher la nervosité croissante de la population qui se